

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-cote-obscur-de-la-crise-mondiale>

# Le côté obscur de la crise mondiale

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : dimanche 4 septembre 2022

## **Description :**

Le côté obscur de la crise mondiale. Comme la lune, la crise énergétique qui secoue le monde aujourd'hui a un côté sombre dont personne ne parle. La convergence turbulente de la *lawfare* [guerre juridique] et de la politique d'ajustement structurelle...Mónica Peralta Ramos

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Comme la lune, la crise énergétique qui secoue le monde aujourd'hui a un côté sombre dont personne ne parle. La convergence turbulente de la *lawfare* et de la politique d'ajustement structurelle**

Depuis des temps immémoriaux, la face cachée de la lune est un mystère pour les habitants de notre planète. L'éclairer est une impossibilité qui fait allusion à l'énorme effort mental et physique que représente la navigation dans l'abîme de l'inconnu. Aujourd'hui, cependant, les progrès technologiques permettent d'explorer ce territoire inexploré grâce aux satellites et aux missions spatiales. Néanmoins, la plupart des mortels ignorent encore que la lune a une face cachée.

Cela renvoie à un drame humain qui se répète au fil du temps et à travers les civilisations : expliquer ce qui se passe implique de remettre en question ce qui « existe », d'intervenir et de désarticuler un récit qui prétend donner un sens à l'existence. Ces histoires ne naissent pas dans le vide. Elles sont ancrées dans des codes, des croyances et des valeurs qui semblent naturels et incontestables, mais qui représentent et reproduisent certaines relations de pouvoir qui sont au cœur de la vie sociale. Se plonger dans le côté obscur des récits, c'est parler de ce dont on ne parle pas, ce qui est ostensiblement énorme passe inaperçu parce qu'il semble avoir toujours existé.

Comme la lune, la crise énergétique qui secoue le monde aujourd'hui a un côté sombre dont personne ne parle. Attribuée à la guerre en Ukraine, cette crise met en évidence des politiques et des actions qui ont dénoué les nœuds d'une crise systémique, qui précède et déborde les conflits géopolitiques et s'imbrique dans de sombres rapports de force. Ainsi, la guerre en Ukraine est le cygne noir, l'événement inattendu qui, tel un coup de tonnerre, a déclenché une inflation galopante et une débâcle énergétique. Cette dernière a toutefois des racines enfouies dans l'irrationalité d'une structure de pouvoir mondiale qui se reproduit en détruisant l'habitat, en pillant les ressources stratégiques non renouvelables, en concentrant les richesses, en multipliant la pauvreté et en propageant des formes nouvelles et plus sophistiquées de totalitarisme pour discipliner le chaos social et politique qu'elle engendre.

Cependant, au fur et à mesure de son déroulement, la crise énergétique fait exploser des paradoxes qui, tels de véritables éclats, percent les voiles de l'obscurité. En se répercutant sur l'endettement illimité, la crise énergétique ouvre une fenêtre sur le côté obscur de certaines politiques, une fenêtre à travers laquelle on peut aussi entrevoir l'émergence d'un nouvel ordre mondial.

## CRISE ÉNERGÉTIQUE ET GÉOPOLITIQUE

La hausse spectaculaire des prix du gaz ces derniers mois commence à désarticuler l'économie européenne, et affecte particulièrement sa dynamo : l'économie allemande. La semaine dernière, le ministre allemand de l'économie et le chef de la principale association d'entreprises du pays ont averti que l'Allemagne se dirigeait vers l'abîme d'une désindustrialisation rapide. Une bonne partie de ses entreprises, petites et grandes, subissent " d'énormes pressions conduisant à une rupture structurelle ", à leur fermeture définitive face à l'épuisement de leur " modèle économique " centré sur l'utilisation massive d'énergie, majoritairement importée de Russie [1], et à des prix substantiellement inférieurs à ceux pratiqués aux États-Unis et dans d'autres régions du monde.

Désormais, « l'ère e l'abondance » est terminée et la population devra faire d'énormes sacrifices pour faire face aux nouveaux prix de l'énergie et à leur impact sur l'alimentation [2].

**La coupable de cette débâcle est la Russie** : frappée par les sanctions économiques imposées par l'Europe pour son invasion de l'Ukraine, elle restreint ses approvisionnements en gaz avant que l'Europe n'ait trouvé des substituts, déclenchant ainsi l'envolée des prix. À la veille de l'hiver, les entreprises allemandes sont confrontées à une tempête parfaite : elles ont perdu leur approvisionnement en gaz russe bon marché et n'ont pas réussi à trouver un substitut, les réserves stratégiques sont insuffisantes pour couvrir les besoins immédiats, les prix de l'énergie augmentent et l'inflation est généralisée, tandis que les taux d'intérêt augmentent et que les marchés russes sont fermés aux exportations allemandes.

**Cette situation a un facteur aggravant** : elle n'est pas temporaire. C'est ce qu'affirme clairement Ben van Beurden, le directeur général de Shell en Europe : il faudra désormais rationner le gaz sur le vieux continent, car les pénuries pourraient durer plusieurs années [3]. Pour le Premier ministre belge, le diagnostic est plus précis : la crise durera entre 5 et 10 ans. Ces deux arguments ont été réfutés par l'ancien vice-président d'Aramco, la principale société pétrolière d'Arabie saoudite, qui a une nouvelle fois souligné la position du gouvernement de son pays face aux appels du président américain Joe Biden en faveur d'une augmentation de la production de pétrole : il ne s'agit pas d'un problème transitoire, car il n'y a pas suffisamment de capacités de production dans le monde pour remplacer le gaz russe importé par l'Europe.

La crise énergétique frappe également les États-Unis. Les administrations Trump et Biden ont toutes deux fait pression par le passé sur l'Allemagne pour qu'elle remplace les importations de gaz russe par du gaz américain, même s'il est plus cher. Aujourd'hui, cependant, les États-Unis n'ont pas la capacité de fournir à l'Europe le gaz qu'ils produisent. Son prix a augmenté de 21,8 % depuis le 2 août, alors que les réserves stratégiques d'énergie chutent à des niveaux dangereux. Cette situation a incité l'administration Biden à demander aux sociétés pétrolières de cesser immédiatement leurs exportations, prévenant que si elles ne le font pas, le gouvernement prendra des mesures d'urgence. Il se trouve qu'à la veille des élections de mi-mandat, le gouvernement se tourne vers sa production pour stabiliser les prix de l'essence locale. Malgré cela, la hausse des prix de l'énergie agit comme un *tsunami* et se répercute sur les prix des denrées alimentaires, affectant particulièrement les secteurs à faibles revenus. Aujourd'hui, 20 millions de familles ont déjà des dettes sur des factures d'électricité qu'elles n'ont pas pu payer [4].

Entre-temps, les turbulences financières mettent en évidence un fossé croissant entre la spéculation sur les prix à terme de l'énergie et les stocks d'énergie physique. La semaine dernière, un rapport de Goldman Sachs a confirmé que la pénurie de liquidités entraîne une extrême volatilité financière des prix de l'énergie et que cela coexiste avec un resserrement croissant des stocks physiques, ce qui laisse présager de nouvelles turbulences dans les prix de l'énergie. Dans le même temps, de nouveaux alignements importants se dessinent sur la scène géopolitique. La récente signature d'un protocole d'accord entre les gouvernements de la Russie et de l'Iran porte sur l'investissement de 40 *milliards de dollars* pour exploiter conjointement leurs réserves de gaz naturel, qui sont parmi les plus importantes au monde [5]. Cela se produit à un moment où de nouvelles révélations montrent la collusion ouverte entre les monopoles technologiques qui contrôlent les réseaux sociaux et l'accès à Internet et le gouvernement, afin de censurer les opinions de toutes sortes et d'empêcher la publication d'informations liant le président à des affaires de corruption [

Cela ouvre une situation sans précédent : la *lutte contre la criminalité* et la politique d'ajustement structurel convergent et montrent leur côté sombre. Cela a failli nous coûter la vie de la vice-présidente, mais cela a donné naissance à quelque chose d'incalculable : le peuple marche à la tête de ses dirigeants et leur rappelle qu'il n'y a pas de temps à perdre et que les conquêtes historiques du péronisme et du kirchnerisme tant détesté ne seront pas abandonnées. Demandons donc que les élections soient avancées immédiatement et exigeons du gouvernement une protection efficace de la vice-présidente et des mesures pour commencer à couper court à la *lawfare* et à la politique d'ajustement structurel. Ce n'est que de cette manière que nous pourrions tirer parti de la situation internationale pour parvenir à un développement national accompagné d'une inclusion sociale.

Mónica Peralta Ramos\* pour [El cohete a la luna](#)

[El cohete a la luna](#). Buenos Aires, 4 septembre 2022.

\***Mónica Peralta Ramos** a étudié sociologie à l'Université de Buenos Aires et elle est docteur dans cette discipline de l'Université René Descartes des sciences humaines de la Sorbonne, à Paris. Attaché en sciences et technologie à l'ambassade d'Argentine à Washington, USA (1992) ; Professeur à l'Institut d'Etudes Latinoaméricaines, Université de Londres, GB (en 1992). Elle combine ses activités d'enseignante et de chercheuse dans les domaines de l'économie politique, de la sociologie et de l'anthropologie, et a été conseillère politique et analyste. Elle a publié « *Etapas de acumulación y alianzas de clase en la Argentina, 1930-1970* » ; « *Acumulación del capital y crisis política en la Argentina, 1930-1974* » ; « *From Military Rule to Liberal Democracy in Argentina* » y « *La economía política Argentina. Poder y clases sociales (1930-2006)* »

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiassi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 4 septembre de 2022

---

[1] [zerohedge.com](#), 31/08/2022.

[2] Idem.

[3] [fortune.com](#), 30/08/2022.

[4] [bloomberg.com](#), 22/08/2022

[5] [oilprice.com](#), 23/08/2022. La Russie et l'Iran ont ainsi initié un processus de création d'un cartel mondial du gaz naturel, une sorte d'OPEP du gaz, qui, contrôlant plus de 60% des réserves mondiales de gaz, sera en mesure d'influencer les prix internationaux du gaz dans un avenir marqué par l'importance croissante de l'utilisation du gaz dans la transition vers les énergies renouvelables.

### CRISE ÉNERGÉTIQUE ET CRISE FINANCIÈRE

Cette crise énergétique survient après des décennies de politique monétaire menée par la Réserve fédérale américaine et axée sur une injection active de liquidités à des taux d'intérêt quasi nuls. Cette politique a notamment stimulé un endettement public et privé croissant, la spéculation financière et la substitution de l'investissement productif par le rachat des actions des grandes entreprises. Ainsi, au cours des dernières décennies, les dépenses publiques, les déficits budgétaires et l'endettement ont systématiquement augmenté aux États-Unis et dans d'autres pays centraux, et l'écart entre la croissance de la dette et celle de l'économie s'est creusé. Cette situation contraste avec les politiques d'ajustement structurel que le FMI et les gouvernements des pays les plus riches imposent aux pays périphériques comme seule alternative pour résoudre leurs problèmes de croissance respectifs.

**Aujourd'hui, cependant, la Fed est confrontée à un sérieux problème** : la recette classique pour contenir l'inflation consiste à restreindre l'émission monétaire et à augmenter les taux d'intérêt pour désactiver la demande et « refroidir » l'économie. C'est ce que la Fed essaie maintenant de faire, et avec cela, les grandes entreprises perdront la bouée de sauvetage des rachats d'actions, les emprunts privés deviendront plus chers, les *défauts de paiement* et le chômage augmenteront, et l'économie plongera dans une récession qui sera difficile à contrôler. Pire encore : malgré cela, elle ne parviendra guère à influencer les prix de l'énergie car, comme l'a reconnu récemment le président de la Fed lui-même devant le Congrès US, « elle ne peut pas contrôler la volatilité de certains coûts, y compris le coût des produits énergétiques (...) nous ne pouvons rien y faire (...) car ils sont établis au niveau mondial (...) les chaînes d'approvisionnement mondiales connaissent des perturbations » et la Fed « n'a pas les outils pour les contrôler » [[zerohedge.com](#), 23/06/2022.].

Le gouvernement US se trouve donc dans une situation sans issue apparente : il va s'attaquer à la demande pour contrôler l'inflation, en augmentant les taux d'intérêt et en créant ainsi un « ajustement structurel », dont la cible finale est la dépense des secteurs à faible revenu menacés par le chômage, la dégradation de leurs revenus et le coût croissant de leurs dettes. Cela ne parviendra cependant pas à stopper la

hausse des prix de l'énergie et la dégradation conséquente du pouvoir d'achat des revenus des secteurs populaires, bastion traditionnel du parti démocrate.

Ainsi, à l'approche de l'élection, ces circonstances conduisent Biden à radicaliser son message. Il a récemment accusé l'ancien président Trump et ses partisans d'être des semi-fascistes. Jeudi dernier, depuis la Maison Blanche, il a appelé la population à défendre la démocratie et à empêcher Trump et ses partisans républicains de revenir au gouvernement [[nytimes.com, 02/09/2022. Il est bon de rappeler que lors des dernières élections, en 2020, Trump a reçu plus de 70 millions de voix.

[6] zerohege.com, 01/09/2022].

Les turbulences économiques et politiques commencent à rendre visible la convergence entre deux processus apparemment dissemblables : une politique d'ajustement structurel qui frappe les secteurs à faibles revenus et un contrôle totalitaire croissant de la dissidence.

### ARGENTINE : LE DÉBUT D'UNE NOUVELLE ÈRE

S'écoulent des jours très agités en Argentine. Après des mois d'attaques continues, violentes et sans scrupules, contre le gouvernement et la vice-présidente par les tribus de l'opposition de Macri, la *guerre juridique a éclaté* au grand jour. Les juges et les procureurs, amis de Mauricio Macri, membres de son équipe de football et visiteurs réguliers de sa résidence et de la Casa Rosada lorsqu'il était président, opèrent désormais au grand jour : non seulement ils bloquent les affaires ouvertes contre Macri et ses fonctionnaires, mais ils ont ressuscité une affaire déjà jugée et, sans preuves, demandent 12 ans de prison pour la vice-présidente : un pour chaque année de son précédent gouvernement. Cet événement, largement célébré par les partisans de Macri, a déclenché un phénomène sans précédent : le peuple a commencé à se mobiliser spontanément pour protéger Cristina Fernández de Kirchner et lui exprimer son amour et sa gratitude.

Cette mobilisation a renforcé la colère des Macristes, qui ont inondé les réseaux et les médias en revendiquant "eux ou nous", appelant à tirer sur la vice-présidente et à réprimer les manifestants, en utilisant toutes sortes de munitions. Ce climat de violence s'est retourné contre le chef du gouvernement *Porteño* [Buenos Aires Capitale Fédérale], qui a décidé de dresser des barrières autour de la résidence de la vice-présidente et de réprimer les manifestants à tour de bras le dernier samedi du mois d'août, les policiers filmant les manifestants et utilisant leurs radios pour identifier les leaders qui « n'ont pas d'immunité ». Et jeudi, une attaque contre la vice-présidente a donné lieu à une mobilisation populaire dans tout le pays pour rejeter cet acte et défendre la démocratie.

Ces épisodes ne se sont pas produits dans un champ de choux. Elles ont eu lieu dans un pays ravagé par une politique d'ajustement structurel brutal encouragé par le FMI, avec des réserves de la Banque centrale vidées après des hausses persistantes des taux de change, avec une inflation croissante causée par des pénuries et des hausses de prix menées par un groupe de monopoles qui contrôlent des secteurs clés de l'économie depuis des décennies. Dans ce pays, où près de la moitié de la population vit dans la pauvreté et environ 10 % dans la misère, les grands hommes d'affaires réclament à l'unisson une baisse des impôts et une augmentation des subventions, un meilleur ajustement des dépenses sociales et une dévaluation immédiate. Si cela se produit, la population s'appauvrira encore plus et les profits seront plus élevés.

Dans ce contexte, le nouveau ministre de l'économie procède à un ajustement plus important des tarifs et des dépenses sociales que ne l'a fait jusqu'à présent Martín Guzmán. Dans le même temps, il oublie les millions de personnes qui continuent à souffrir de la faim sans aucune perspective d'amélioration à court terme ; il flirte avec les exportateurs et les grands producteurs pour qu'ils liquident leurs devises et vendent leurs récoltes, leur promettant quelque chose de plus chaque semaine qui passe sans parvenir à les convaincre ; il parle aux grandes entreprises qui exportent et produisent des aliments et promet de répondre à leurs besoins en "importations" (sic) ; il promet aux multinationales qui produisent du lithium, du pétrole et du gaz un accès préférentiel aux dollars subventionnés (!) et d'autres exonérations fiscales si elles augmentent leurs investissements (!), et ainsi de suite, et ainsi de suite. En même temps, il prépare ses valises pour se rendre à Houston et à Washington DC afin « d'attirer » - Dieu sait avec quelles nouvelles subventions - des investissements pour extraire nos ressources naturelles, si nécessaires dans la situation internationale actuelle.

**Sergio Massa a deux grands alliés** : un vice-ministre qui, jusqu'à très récemment, a mené la campagne d'opposition contre CFK et qui a proposé un ajustement structurel, qu'il a maintenant l'intention d'appliquer dès qu'il le pourra. Comme il l'a récemment expliqué à ses amis proches, « pour l'instant il n'y aura pas de dévaluation », mais tout est en train de se mettre en place [[economista.com, 29/08/2022.] Son autre ami est l'ambassadeur américain, qui a encore averti la semaine dernière que « l'Argentine a une opportunité unique (...) elle peut fournir de l'énergie au monde et doit profiter des investissements US pour développer son potentiel économique [[cronista.com, 31/08/2022.